

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Notes pour une allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures

Canada

EDMONTON (ALBERTA)

le 15 avril 1988

Je suis heureux de me trouver parmi vous aujourd'hui. Comme vous le savez sans doute, nous avons transféré à Edmonton, pour cette semaine, un certain nombre des fonctions du ministère des Affaires extérieures. Cela me permet de travailler à partir de notre province de l'Alberta, et cela permet des contacts directs entre Canadiens de l'Ouest et certains fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures. Et tout cela se passe ici, dans la moitié du Canada qui est orientée vers le Pacifique. Le ministère des Affaires extérieures, comme beaucoup d'entre vous le savent probablement, a déjà une présence dans cette ville par l'intermédiaire du bureau de l'Expansion industrielle régionale, dirigé ici par Frank Jackman, l'un de nos délégués commerciaux, avec l'aide compétente de Jack Kepper, un autre délégué commercial, qui dirige la Division commerciale de ce bureau.

Je veux passer quelques minutes aujourd'hui à vous parler de certains des intérêts commerciaux et économiques du Canada en Asie et dans la région du Pacifique.

La région de l'Asie et du Pacifique est devenue un centre important pour le développement économique mondial.

Environ 60 % de la population du monde vit dans cette région, et cette proportion sera voisine de 70 % à la fin du siècle. À ce moment-là, la moitié de la production mondiale de biens et services viendra de la région de l'Asie et du Pacifique.

Il existe dans la région une superpuissance économique: le Japon. Mais de nouveaux pays industriels emboîtent le pas au Japon. La Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour sont manifestement des "NPI", mais d'autres nations ne sont pas très loin en arrière. La Malaisie et la Thaïlande se joindront d'ici peu de temps au "Club des tigres asiatiques". L'Inde et la Chine, bien qu'en retard si l'on prend des chiffres par habitant, sont des économies gigantesques et puissantes, avec une assez grande capacité industrielle au pays et un potentiel gigantesque. L'économie de la Chine atteindra le billion de dollars avant le tournant du siècle. L'Indonésie et les Philippines pourraient aussi se révéler d'importants intervenants si elles peuvent surmonter leurs obstacles intérieurs, la croissance de la population et l'instabilité politique. Par exemple, les vastes populations de l'Inde et de la Chine sont servies par une assez forte capacité industrielle au pays.

Depuis 1984, la région de l'Asie et du Pacifique est devenue la deuxième grande destination régionale pour les exportations canadiennes, évinçant à cet égard l'Europe. Environ 11 % des exportations canadiennes se

dirigent vers les marchés de l'Asie et du Pacifique. Le Japon absorbe plus de la moitié de ce chiffre et il constitue le deuxième grand partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. La Chine et la Corée sont devenues des marchés qui valent des milliards de dollars pour les exportateurs canadiens. Les pays de l'ASEAN - l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est -- sont un marché en croissance constante. L'Australie et la Nouvelle-Zélande continuent d'être parmi les meilleurs marchés pour les produits manufacturés canadiens.

Comme beaucoup d'entre vous ici présents le savent, les liens du Canada avec la région de l'Asie et du Pacifique remontent loin dans le temps; ils sont étendus et se développent. Par exemple, des missionnaires et marchands canadiens ont assuré les premiers contacts du Canada avec la Chine à la fin du 18^e siècle. Des Chinois sont venus s'établir en permanence au Canada il y a environ 130 ans. Aujourd'hui, quelque 600 000 Canadiens d'origine chinoise vivent au Canada, et beaucoup ont des liens de famille à Hong Kong. Ce qui est peut-être encore plus étonnant, plus de 10 000 Canadiens vivent à Hong Kong. Des jumelages se sont faits entre Edmonton et la ville chinoise de Harbin ainsi qu'entre l'Alberta et la province d'Heilongjiang.

La République populaire de Chine connaît des transformations rapides. À l'occasion du 7^e Congrès national du peuple qui se déroule actuellement, on entend beaucoup parler d'une séparation éventuelle du parti et de l'État, d'un investissement étranger accéléré dans les régions côtières, et d'un intérêt renouvelé à l'égard de régimes de copropriété innovateurs.

Le commerce du Canada avec la Chine prospère. Fondé à l'origine sur des ventes de blé dans les années 60 (avant l'établissement des relations diplomatiques en 1970), il a connu de l'expansion au cours des deux dernières décennies. En 1987, les échanges bilatéraux ont augmenté de 32 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 2,2 milliards \$; les exportations du Canada se sont élevées à 1,4 milliards \$ et ses importations de Chine ont atteint 771 millions \$.

L'atout des exportations canadiennes est une étroite correspondance avec les priorités de la Chine: énergie, transports, communications et agriculture. Le Canada a joué un rôle important, sous diverses formes, dans les principaux secteurs d'importation de la Chine disposant de devises étrangères: les matières premières, les projets d'infrastructure industrielle dans des domaines comme le pétrole, le gaz, l'énergie thermique et hydro-électrique, les pâtes et papiers, l'acier, les communications et les produits agricoles de base.

En avril 1987, le gouvernement a adopté une stratégie qui doit assurer une approche bien centrée, coordonnée et dynamique des relations du Canada avec la République populaire de Chine afin de tirer avantage des possibilités et des défis offerts par les politiques de "porte ouverte" et de modernisation de la Chine.

Cette stratégie comprend l'établissement de consultations politiques annuelles de haut niveau, une attention particulière accordée à la Chine en tant que marché prioritaire dans le cadre de la Stratégie nationale du Commerce, l'ouverture d'un consulat général à Shanghai, et les initiatives annoncées par le Premier ministre lors de sa visite à Beijing en mai 1986: le doublement du programme d'aide bilatérale au développement de l'Agence canadienne de développement international et la création d'un financement à des conditions de faveur par la Société pour l'expansion des exportations.

Beaucoup d'autres pays reconnaissent aussi les avantages d'une expansion du commerce avec la Chine. En conséquence, il existe une vive concurrence à l'égard des grands projets en Chine, et cela s'étend aux conditions de financement offertes. C'était expressément dans le dessein d'offrir des moyens financiers compétitifs aux entreprises qui cherchent à réaliser des projets sur ce marché que le Premier ministre a annoncé la création d'une facilité canadienne de 350 millions \$ au cours de sa visite de mai 1986 en Chine. Lorsqu'il y a lieu, ces crédits avantageux s'accompagnent du financement régulier assuré par la SEE pour former un programme global de financement à des conditions douces qui permet de faire concurrence à d'autres pays.

Cette approche s'est révélée extrêmement réussie. Huit projets comportant un financement de faveur ont déjà été financés par la SEE, et quatre autres contrats récemment passés entre des fournisseurs canadiens et des clients chinois feront appel à des crédits assortis de conditions libérales. Dix autres projets faisant intervenir d'importants exportateurs canadiens, qui pourraient absorber une partie importante de la ligne de crédit, se trouvent à un stade avancé de négociation et les contrats seront probablement signés au cours des six prochains mois. Comme cette ligne de crédit est combinée au financement régulier par la SEE, plus de 1 milliard \$ d'exportations canadiennes vers la Chine se trouveront financées par cet apport de ressources financières à des conditions de faveur.

Un autre pays de la région s'est attiré beaucoup d'attention dernièrement. La réussite économique spectaculaire de Taïwan a suscité l'intérêt de gens

d'affaires du monde entier, dont beaucoup se trouvent au Canada. De fait, c'est un Albertain, Jack Morrish, président de la Fording Coal de Calgary, qui est le président canadien de l'Association de gens d'affaires Canada-Taïwan.

La performance économique remarquable de l'île, l'an dernier, a eu comme résultat un excédent commercial record de 19 milliards \$US et ses réserves de devises étrangères s'établissent maintenant à 76 milliards \$US, ce qui place Taïwan au second rang mondial après le Japon.

Le gouvernement canadien a pris un engagement énergique à l'égard de la région de l'Asie et du Pacifique, et cela se traduit de diverses manières. Des stratégies globales par pays ont été adoptées afin de gérer la gamme complète des relations avec le Japon, la Chine et l'Inde; des plans d'action en matière de commerce et d'investissement ont été élaborés pour la Corée, Hong Kong et l'ASEAN.

Conscient de l'importance qu'elle représente pour l'expansion du commerce canadien, on a choisi la région de l'Asie et du Pacifique comme l'un des deux marchés prioritaires sur lesquels se concentreront les efforts particuliers de promotion commerciale du Ministère.

En tant que Canadien de l'Ouest, je souhaite particulièrement voir cette activité économique se déplacer graduellement vers le Pacifique. Une partie importante de notre destinée est liée à la région du Pacifique. Il nous revient à tous de veiller à tirer parti des possibilités qu'offre ce processus.